

Décision n° D2019_060

Le président du conseil départemental,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'action sociale et des familles, en particulier ses articles L.131-2, L.132-6 et L.132-7,

Vu la délibération du conseil départemental n°2015-IV-14 en date du 2 avril 2015 lui donnant délégation,

Vu son arrêté n°2018-208 en date du 3 avril 2018 donnant délégation de signature à M. Olivier Veber, directeur général des services,

Vu la décision du président du conseil départemental évaluant la participation de la personne tenue à l'obligation alimentaire envers M. Jacques Longuet,

Considérant qu'une obligée alimentaire a contesté la participation proposée par le président du conseil départemental,

Considérant qu'en application des articles L.132-7 et R.132-9 du Code de l'action sociale et des familles, le Département doit intenter une action devant le juge aux affaires familiales du Tribunal de grande instance de Bobigny,

décide



- de demander au Juge aux affaires familiales du Tribunal de grande instance de Bobigny de fixer la participation de la débitrice d'aliment de M. Jacques Longuet à ses frais de séjour à la maison de retraite « Saint-Antoine de Padoue » 11, rue du Tripier 93130 Noisy-le-Sec ;

- de se faire représenter dans cette instance par Mmes Dolorès Clémentz ou Christine Potel ou M. Philippe Bouvier, en qualité de mandataire.

Pour le président du conseil départemental
et par délégation,

Date d'affichage du présent acte,
le

Date de notification du présent acte,
le

Certifie que le présent acte est devenu exécutoire,
le

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.

Envoyé en préfecture le 26/12/2019

Reçu en préfecture le 26/12/2019

Affiché le



ID : 093-229300082-20191223-D2019_060-AR